

*Initiatives ministérielles*

dent, à considérer un nouveau contrat social qui devra être signé entre les gouvernements, les partenaires économiques que sont les syndicats et les entreprises.

Cependant, malgré le fait que son allocution était très intéressante, le député de Willowdale a fini évidemment par mettre la faute sur le dos du gouvernement du Canada et que oui, c'était grave, les grèves et qu'elles faisaient mal à l'économie, mais que celle-là, il fallait la faire endurer quand même, qu'il ne fallait pas adopter cette loi, qu'il ne fallait pas y mettre fin immédiatement parce que l'ensemble de notre compétitivité. . . Ce n'était pas de cette façon-là qu'on réglerait les problèmes.

Le député libéral a parlé du milieu des affaires qui s'inquiétait. C'est curieux, des représentants du milieu des affaires ont parlé là-dessus la semaine dernière, monsieur le Président, alors que l'Association des manufacturiers canadiens, division du Québec, a fait part, au gouvernement du Canada, de certaines remarques afin d'améliorer ce que mon collègue libéral de Willowdale vient de dire, c'est-à-dire la compétitivité du Canada sur le plan international. Ils ont émis, ces gens-là, les manufacturiers canadiens, ceux qui créent des jobs au Québec et au Canada, un certain nombre de recommandations au gouvernement. Il y en a trois que je voudrais vous lire, monsieur le Président, si vous me le permettez.

La première, c'est que les manufacturiers canadiens doivent continuer d'investir dans les technologies modernes afin d'augmenter la productivité de la main-d'œuvre. Je suis d'accord avec cela. La deuxième question, et c'est là que mon collègue de Willowdale aurait intérêt à écouter, les manufacturiers canadiens disent: «Pour qu'on réussisse à améliorer la compétitivité du Canada sur le plan international, il faudrait que tous les paliers de gouvernement, sans exception, fédéral, provinciaux, municipaux, scolaires, Hydro-Québec, Hydro-Ontario, B.C. Hydro, tous les paliers qui touchent au gouvernement devraient réduire les règlements salariaux du secteur public de façon qu'ils correspondent au gain de productivité de l'ensemble de la société».

Cette année au Canada, monsieur le Président, les gains de productivité, ce n'est pas trop terrible.

L'autre recommandation que demande de suivre l'Association des manufacturiers canadiens c'est la suivante: Les gouvernements doivent tenter d'éliminer le déficit budgétaire et d'atténuer les autres exigences de financement afin de diminuer la présence du secteur public dans les marchés des capitaux. Qu'est-ce que ça veut dire en bon français ou en anglais, monsieur le Président, pour le monde des rues principales partout à travers le Canada, qui trouve que c'est une autre planète ici des fois? Ça veut dire que, actuellement, l'épargne des Canadiens et les capitaux étrangers au Canada sont consacrés principa-

lement à servir l'intérêt sur notre dette nationale, au lieu de servir dans des projets d'investissement que nous aurions besoin sur le plan industriel et sur le plan économique. C'est assez important de dire cela.

Alors, donc les manufacturiers nous disent, et je suis d'accord avec eux autres, qu'il faut réduire notre déficit, qu'il faut limiter la masse salariale dans la Fonction publique fédérale pour donner un exemple aux provinces et aux entreprises. Et savez-vous que ça marche, monsieur le Président. Dans quatre provinces canadiennes, notre projet de 0 p. 100, 3 p. 100 et 3 p. 100 a été suivi, et même de façon encore plus stricte. Savez-vous, monsieur le Président, que dans la province de Québec, les syndicats, même les syndicats les plus militants comme la CSN, le camarade Gérald Larose, les fonctionnaires de l'État québécois ont accepté 0 p. 100 sur une période de six mois. Il n'y a pas eu de grève. On n'a pas fait une grève à caractère politique pour faire plaisir aux gens du Nouveau parti démocratique et aux gens des Libéraux qui veulent abattre le gouvernement à tout prix. Attendez aux élections, vous ferez ce que vous voudrez à ce moment-là. Mais là il faut que le Canada fonctionne.

Alors même les gens des syndicats au Québec ont dit: On n'aime pas tellement ça 0 p. 100, mais ils se sont assis avec le gouvernement et ils ont signé une entente, puis les fonctionnaires à Québec ont 0 p. 100.

Dans d'autres cas, qu'est-ce qui s'est passé? Dans certaines provinces, on a signé des ententes, puis le gouvernement a déchiré son contrat, et il est revenu par après, pour dire: ce sera 0 p. 100. Dans beaucoup de secteurs, monsieur le Président, c'est rendu comme ça. Pourquoi c'est rendu comme ça? Bien c'est bien simple, monsieur le Président. Cette année, le Budget du gouvernement canadien va totaliser la somme de 192 milliards de dollars. Je pense que 192 milliards de dollars c'est assez demander comme effort aux contribuables canadiens. C'est assez demander. Je ne pense pas qu'on devrait mettre 1c. de plus dans les dépenses du gouvernement fédéral. Je pense que les citoyens canadiens considèrent qu'avec cette somme-là qu'on devrait être assez grands ici pour se débrouiller. La majorité des Canadiens pense comme ça, sauf les députés du Parti libéral du Canada, les députés du Nouveau parti démocratique du Canada.

Il y a des gens qui vont dire: Bon, ce sont des paroles en l'air, mais j'ai la preuve, monsieur le Président. Les gens de ce côté-ci de la Chambre ont eu le courage sur le plan politique—et Dieu sait qu'il en a fallu depuis deux ans—de dire, malgré le fait que tout le monde nous demande tout, dans nos bureaux de député, on a des dizaines et dizaines d'organismes qui viennent nous voir à tous les jours, monsieur le Président, qui demandent des subventions pour ci, des aides financières pour ça, puis de temps